

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1409 - 6 juillet 1989 - 3 F

### D 1409 EL SALVADOR: LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

Le 1er juin 1989, le nouveau président de la République, Alfredo Cristiani, recevait l'investiture en remplacement du démocrate-chrétien Napoleón Duarte (cf. DIAL D 1397). Membre de l'ARENA - Alliance républicaine et nationale, A. Cristiani avait été élu le 19 mars dernier avec 53,82% des votants. Le Parti démocrate-chrétien n'avait recueilli que 36,03% des suffrages; le Parti de conciliation nationale, 3,88%. Le nouveau gouvernement a fort à faire s'il veut corriger l'image d'extrême-droite qui colle au Parti de l'ARENA.

Outre le grave problème économique, c'est la question de la guerre civile qui monopolise l'attention nationale et internationale. Le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) s'était déclaré le 23 janvier 1989, prêt à participer aux élections à condition que celles-ci soient reportées (cf. DIAL D 1378). Son opération a échoué. Le 29 mai, après l'élection du président Cristiani, le FMLN lançait une nouvelle "proposition politique" de reprise du dialogue pour une solution négociée. La réponse de la partie adverse viendrait avec le discours d'investiture du nouveau président le 1er juin (premier texte ci-dessous). La réplique du FMLN, trois jours plus tard (deuxième texte du dossier) traduisait la nouvelle impasse.

Note DIAL

### 1. Déclaration du nouveau président de la République sur la recherche d'une solution au conflit armé (Extrait du discours d'investiture du 1er juin 1989)

Il n'y a personne de bonne volonté qui puisse vouloir la poursuite de cette guerre fratricide et injuste. Nous comme parti, et aujourd'hui comme gouvernement, nous participons sans hésitation au processus démocratique ordonné précisément à l'obtention de la paix dans notre pays. Nous savons qu'il y a de graves problèmes sociaux et économiques, et cela de longue date, qu'il faut aborder franchement et de façon réaliste. Mais nous savons aussi que cette guerre a été déclenchée par les forces totalitaires marxistes-léninistes qui veulent prendre le pouvoir en profitant de ces problèmes.

Les marxistes veulent faire croire que leurs solutions sont les seules aptes à vaincre la pauvreté et la marginalité de nos populations. L'histoire démontre le contraire: ce qu'ils font c'est cacher la misère derrière leur collectivisme totalitaire et empêcher le progrès par une paralysie complète de toutes les énergies individuelles de la société.

La guerre marxiste en El Salvador n'a pas d'avenir. Nous avons l'obligation historique de mettre fin à cette guerre, et nous le ferons par les moyens que nous offre la démocratie elle-même.

La Constitution ordonne au président de la République de rechercher l'harmonie sociale dans le pays. Nous respecterons scrupuleusement ce mandat en recherchant

des accords légaux et politiques avec tous les secteurs sociaux. Le FMLN est l'un de ces secteurs, et nous allons immédiatement chercher à entrer en contact avec lui, mais pas pour lui faire des propositions qui appelleraient des contre-propositions, dans un jeu sans fin qui ne serait qu'un exercice de propagande.

Nous sommes disposés à travailler dès le premier jour de notre gouvernement à la recherche de la paix, en prenant soin de ne porter atteinte en aucune manière au cadre constitutionnel et selon les axes suivants:

1) Analyser les mécanismes pratiques de meilleure faisabilité pour un dialogue permanent, sérieux et réservé entre le secteur démocratique et le FMLN, c'est-à-dire en commençant logiquement par l'aspect fonctionnel qui devra faire l'objet d'un accord dûment élaboré par les deux parties.

2) Constituer une commission de dialogue, de notre côté, composée de personnalités démocratiques largement reconnues au plan national et inspirant pleinement confiance pour leur honorabilité et capacité, pour qu'elles jouent un rôle éminemment patriotique. Cette commission entrera en contact avec les personnes que désignerait le FMLN, afin de créer un organe de travail chargé d'étudier, conformément au programme préalablement décidé par accord des deux parties, les points propres à permettre l'intégration de toutes les forces du pays dans la vie pacifique, ainsi que les mécanismes de la démocratie représentative.

3) Faire valoir, comme l'un des principes fondamentaux, qu'après l'ouverture des pourparlers conformément au programme arrêté, le dialogue ne sera pas susceptible d'une suspension unilatérale, sans aucun motif, jusqu'à présentation aux organes politiques les plus hauts placés d'une proposition de solution globale du conflit.

4) Parcourir, de la part du gouvernement, toutes les étapes du processus en consultation permanente avec les forces politiques légalement instituées.

5) Proposer dès maintenant que, pour une plus grande liberté de dialogue et pour la mise en place du mécanisme d'accords prévu, le travail entre les parties soit mené en dehors d'El Salvador, au moins pour un temps raisonnable, si possible dans des pays frères d'Amérique centrale.

Nous ne demandons la reddition de personne. Mais nous n'acceptons pas non plus que l'harmonie sociale se fasse sur la base de la violation de la loi. Nous avons juré de respecter la Constitution et les lois de la République, ce que nous ferons. Le dialogue avec tous les secteurs de la société doit se faire dans le cadre de la loi et celui que nous aurons avec le FMLN n'a pas de raison d'y faire exception (...).

Le processus de dialogue, surtout avec le FMLN, ne sera ni facile ni simple, mais nous sommes disposés à l'ouvrir immédiatement. Notre peuple et le monde sont témoins de notre démarche; elle correspond aux idéaux de notre parti et à nos inébranlables convictions sur la démocratie et la liberté.

## **2. En réponse, communiqué du FMLN au peuple salvadorien (3 juin 1989)**

Suite au discours prononcé par Alfredo Cristiani le 1er juin, le FMLN fait savoir ce qui suit:

1) Que le discours de Cristiani avait une face formelle à destination des Etats-Unis et une autre de fond faite de confrontation anti-populaire, à destination de ses compatriotes. Sur le plan formel Cristiani a mesuré ses paroles afin de donner une bonne image au Congrès des Etats-Unis et à la Communauté européenne; mais dans son contenu, le discours a été essentiellement de confrontation, fidèle en cela aux intérêts politiques et économiques du Parti ARENA. Il a fait la preuve de sa concep-

tion d'une politique d'exclusion et signifié un plan de répression et de raidissement de la guerre reposant sur des mesures fascistes qu'ils qualifient de guerre légale.

2) Que les faits et la composition du gouvernement traduisent la réalité répressive, guerrière et fasciste de la politique de l'ARENA.

Dans les dernières semaines la répression a continué sous forme d'encerclement de locaux syndicaux et de l'université, de capture de dirigeants populaires, d'apparition de cadavres sous le signe des escadrons de la mort. L'ARENA s'est opposé à l'évacuation des mutilés de guerre. Les hommes du major d'Aubuisson et la structure fasciste de l'ARENA sont hégémoniques au gouvernement: on y trouve des fondateurs et dirigeants connus des escadrons de la mort, tels que le colonel Ramón González Suvillaga, le colonel Sigifredo Ochoa Pérez, lesquels disposent par ailleurs des structures paramilitaires institutionnelles couvrant légalement les escadrons de la mort. Le ministère de l'intérieur jouera ouvertement un rôle fasciste et répressif sous la direction de deux membres connus d'escadrons de la mort: Francisco Merino et le colonel Carlos Humberto Figueroa.

Les jeunes de l'ARENA, fils de familles, vont toujours armés et sont organisés pour ça.

3) Que la proposition de dialogue n'a rien de consistant et est essentiellement une offre de reddition. Cristiani a rempli la formalité consistant à parler de dialogue, mais sans même mentionner la nécessité d'une solution politique négociée. Au fond il relance la thèse absurde de la reddition, ce qu'il a laissé entendre plus clairement le lendemain en parlant de la démobilisation du FMLN. Il méconnaît les avancées obtenues sur le sujet; il recommence à zéro les procédures; il pose comme préalable l'inviolabilité de la Constitution afin d'empêcher tout accord réaliste; il recherche le dialogue pour le dialogue dans le but de gagner du temps et une image de marque, pour ne pas négocier ni trouver de solution politique au conflit.

4) Aussi appelons-nous les partis politiques à favoriser le dialogue en créant les conditions pour cela. Le discours et les actes de M. Cristiani sont en réalité la négation évidente de la négociation et du dialogue. Ce dont on a besoin c'est d'engagements pour créer un climat favorable et contenir la volonté guerrière du gouvernement ARENA.

Alfredo Cristiani veut utiliser la loi dans le sens d'une répression accrue et d'un durcissement de la guerre, c'est-à-dire pour empêcher la solution politique du conflit.

Le FMLN réaffirme sa disposition à rechercher une solution politique négociée, ainsi que nous l'avions clairement exprimé le 29 mai dernier et dans notre proposition de janvier dernier.

Commandement général du FMLN

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)